

# Articuler les échelles de gouvernance pour soutenir les processus d'intégration régionale

**Henrique Pereira ROSA,**

*ancien Président de la République de Guinée Bissau, Président du Conseil de l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique*

## CONTEXTE

En Guinée Bissau, suite à une guerre de libération d'une douzaine d'années, le pays accède à l'indépendance en 1974, mais vit, depuis, une instabilité politique, économique et sociale presque chronique. Cette situation de crises politiques récurrentes, si elle est particulièrement critique pour la Guinée Bissau, traverse en fait toute la région ouest-africaine dont elle contrecarre tous les efforts de développement.

Du fait de la profondeur de la crise économique, sociale et politique qu'elle traverse, la région ouest-africaine, à l'instar de tout le continent, d'ailleurs, est de plus en plus marginalisée dans l'économie mondiale et dans la gouvernance des dossiers qui concernent l'ensemble de la communauté internationale. Le développement de conflits violents dans de nombreux pays africains, mettant aux prises des forces internes et impliquant souvent des pays limitrophes, de même que l'existence de zones d'instabilité chronique, terrains de nouvelles crises, montrent la difficulté des institutions nationales, et surtout régionales, à juguler la dégradation de la situation.

## ENJEUX

« **Quels modes de gouvernance, pour quel développement ?** » C'est aujourd'hui l'une des questions majeures qui se pose à l'Afrique, en particulier à l'Afrique de l'Ouest.

Très tôt, la construction d'**espaces régionaux** capables de transcender les limites territoriales structurelles héritées de la colonisation, s'est imposée aux dirigeants africains comme une nécessité dans la marche vers le développement. Ainsi, la CEDEAO regroupe 15 pays de l'Afrique de l'ouest et prône la libre circulation des personnes, des biens et des marchandises au sein de la communauté. Tous les pays membres de l'UEMOA ont en commun la monnaie : le CFA. L'intégration régionale part de l'analyse que le développement national, isolé, est suicidaire. Le marché régional constitue le plus fort gisement potentiel d'activités pour l'avenir. C'est aussi dans les perspectives démographiques régionales que peut s'inscrire l'essor des échanges régionaux sur le long terme. Le jeu des complémentarités régionales et la compétition sur les marchés nationaux constituent un puissant stimulant du développement de l'économie régionale. L'espace régional doit pouvoir offrir à des sociétés encore fragiles, un cadre maîtrisé d'échange de biens et services, d'harmonisation des politiques, de règlement des conflits et d'alliance stratégique face au reste du monde. Pour un pays comme la Guinée Bissau, un pays lusophone incrusté dans un espace sous-régional largement francophone, l'intégration régionale devient une exigence de survie. C'est le seul levier capable de lui offrir un espace d'expression qui transcende les contraintes liées à la langue, à une culture de l'Etat différente.

## DÉFIS

En dépit des avancées indéniables sur le chemin de l'intégration, réalisées avec la CEDEAO et l'UEMOA, la communauté des pays de l'ouest-africain, dans les configurations institutionnelles actuelles, se révèle encore mal préparée à désamorcer les tensions, à assurer les médiations nécessaires pour stopper l'engrenage des violences. La compétition et la concurrence qu'apportent la libéralisation — et, bien plus, la mondialisation — dans des économies de pénurie, ont été largement porteuses de tensions, d'inégalités fortes, de relations sociales brutales, de différenciation sociale, de mobilité et généralement d'extraversion des économies nationales. Or, les enjeux stratégiques à long terme exigent que soient conçues des politiques mieux coordonnées, à l'échelle sous-régionale, qui soient capables de compléter et d'articuler les interventions des Etats, que ce soit en matière de sécurité, de mobilité démographique, de développement économique et social. Certes, on constate l'existence de dynamiques portées par le secteur privé et la société civile, dynamiques marquées par :

- la communauté de langues et de culture ;
- l'existence de socles culturels communs, puissant levier pour la construction d'une intégration basée sur la construction d'une communauté d'intérêts ;
- l'existence des ressources partagées (interconnexion de réseau électrique, voies de communication, fleuves, etc....) ;
- des marchés transfrontaliers dynamiques ;
- etc....

Mais ces acquis ne doivent cependant pas masquer les difficultés réelles rencontrées dans le processus de l'intégration, à savoir :

- l'implication insuffisante des acteurs de la société civile et du secteur privé dans la définition des mécanismes institutionnels d'intégration et les réalités vécues par les populations ;
- le manque d'informations des populations sur les politiques d'intégration ;
- la non préparation des agents de l'administration dans l'application des politiques communautaires ;
- la différence de perception sur l'intégration ;
- les conflits ethniques, les conflits liés à la gestion des ressources partagées ;
- les conflits fonciers.

## **PISTES DE RÉFLEXION**

Au regard de l'expérience de construction historique des institutions régionales en Afrique de l'Ouest, et en me rappelant les interrogations qui m'ont souvent assailli, d'abord, en tant qu'acteur de la société, ensuite, en tant que Chef de l'Etat de la Guinée Bissau, il me semble que pourraient se dessiner des pistes de réflexion dans au moins deux directions.

- ❖ **La première piste de réflexion**, au coeur des réflexions conduites une décennie par l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique, repose **la problématique essentielle du pluralisme en Afrique** et pointe le doigt sur le déficit de légitimité des institutions de gouvernance régionale mises en place. Un déficit de cohérence entre les processus institutionnels et les processus sociaux, conduisant à une situation où, dans des domaines

essentiels de la vie publique régionale, l'absence de mécanismes adaptés de consultation des populations et de validation sociale des choix politiques majeurs, explique pour beaucoup la faible performance de celles-ci. **Par quels processus construire des institutions régionales qui soient capables d'articuler les territoires, les communautés et les Etats?**

- ❖ **La seconde piste de réflexion**, s'attache à redécouvrir et à réhabiliter les **“pays historiques”**. Pour mon exemple, je viens d'un pays, la Guinée Bissau, qui du point de vue historique et sociologique, fait partie intégrante de l'ancien royaume du Gabou, dont le territoire est aujourd'hui partagé entre la République de Guinée, la Guinée Bissau, la Gambie, le Sénégal. Un même héritage culturel, sociologique, des traditions séculaires d'échanges économiques offrent, encore de nos jours, un terreau formidable pour construire et vivifier des dynamiques d'intégration capables de mobiliser le potentiel de créativité des forces sociales dans cette sous-région. **Comment concilier processus de constructions nationales et dynamiques transfrontalière ? Les « pays frontières » doivent-ils constituer les briques de base vers la construction progressive de vastes ensembles régionaux viables et capables de polariser les économies nationales.**

Voilà, en quelques mots les réflexions que je me permets de vous soumettre, tout en comprenant que ce Forum ne fait que démarrer un processus d'échanges féconds, à plus long terme.

Je vous remercie.

*Henrique Pereira Rosa*